

**Les sciences  
humaines  
et sociales  
dans l'import-export  
de l'éducation  
permanente**

---

*L'histoire de l'éducation permanente a été marquée par l'import-export de méthodes et techniques de formation. Bon nombre de ces pratiques proviennent des sciences humaines et sociales, soit directement au titre d'applications, soit indirectement comme produits de la formation (universitaire ou non) des formateurs. L'analyse de l'ensemble discursif et pratique, qui s'est constitué entre 1945 et 1970, c'est-à-dire dans la période de « l'institutionnalisation de la formation permanente », fait apparaître trois configurations du « champ idéologique », caractérisées par une référence privilégiée, la première, à la psychologie sociale, la deuxième, à la sociologie des organisations et, la troisième, à l'anthropologie. Les effets de ce « processus idéologique », au bénéfice des fractions montantes de la classe dominante, se font encore sentir ne serait-ce que dans les productions langagières actuelles mais surtout dans l'extension d'une représentation néolibérale du monde.*

---

La « libre circulation des idées » est un objectif qui figure, dès 1945, dans l'Acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et cet objectif a régulièrement été rappelé dans les conférences européennes ou mondiales sur l'éducation des adultes\*. Or ces manifestations internationales ont constitué un des canaux où « l'idée d'éducation permanente » a beaucoup circulé et elle y circule encore. Toutefois la notion de « libre circulation », même conçue comme un objectif à atteindre, est trompeuse. Lui substituer celle d'import-export offre l'intérêt d'attirer l'attention non seulement sur les mouvements mais aussi sur leur amorce et leur destination. Cette substitution produit un « effet de rupture »<sup>1</sup>. Elle suggère en effet qu'idées ou idéologies sont autant de valeurs dont l'échange s'opère dans des conditions qui sont celles de tout rapport commercial, c'est-à-dire un rapport de négociation

---

\* Sous le même titre, une communication orale a été donnée au colloque international « *Traduction et circulation internationale des idées en sciences sociales européennes* », qui a eu lieu à l'Université de Crète, Faculté des études philosophiques et sociales, en juillet 2005. Cette communication a été publiée en langue grecque dans les actes du colloque, sous la direction de Panayotopoulos Nikos, *Μεταφραση και Διεθνή Κυκλοφορία των Ευρωπαϊκών Κοινωνικών Επιστημών*, Athènes, Polytronon, 2007, pp. 141-170. L'article ici présenté reprend globalement cette communication qui a été remaniée, notamment pour prendre en compte des travaux effectués ou consultés entre temps. Il est donc sensiblement différent du texte de 2005.

<sup>1</sup> Sur l'« effet de rupture » produit par l'usage du vocabulaire économique cf. Bourdieu Pierre, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », conférence prononcée le 30 octobre 1989 pour l'inauguration du Frankreich-Zentrum de l'université de Fribourg, *Forschen und Handeln, Recherche et action*, Freiburg im Breisgau, Rombach Litterae, 2004.

qui est toujours un rapport de force avant d'être un rapport de communication.

Mais l'éducation permanente, l'objet de ces opérations d'importation et d'exportation, n'est pas née « tout armée » comme Athéna du crâne de Zeus. L'idée même d'extension de l'éducation tout au long de la vie a connu et connaît encore des variations dans sa définition<sup>2</sup>. En tout cas, l'ensemble des pratiques sociales ainsi nommé a varié non seulement dans les activités qu'il a pu englober, leurs modalités et leurs significations, mais aussi dans leurs origines et leurs référentiels. Ce qui a été réalisé au titre de l'éducation permanente a pris naissance dans des sources éparses et les sciences humaines et sociales sont à compter parmi celles-ci, au moins par les usages qui en ont été faits. Réciproquement, les pratiques de formation n'ont pas été sans incidence sur les savoirs de référence, ne serait-ce que par les problèmes soulevés et les catégories mobilisées. La question de la contribution des sciences humaines et sociales à la formation des adultes et à la diffusion de certains « courants intellectuels » développés aux Etats-Unis a été posée dès la fin des années 1960 : au cours de ces premiers travaux, je pointais les rapports des pratiques de formation, dans leur double dimension géographique et idéologique, avec les sciences humaines et sociales<sup>3</sup>. Ce travail de recherche a été

---

<sup>2</sup> Forquin Jean-Claude, *Les composantes doctrinales de l'idée d'éducation permanente*, Paris, L'Harmattan, 2002.

<sup>3</sup> Fritsch Philippe, *Formation et formateurs d'adultes. Entre l'école et l'entreprise*, thèse de troisième cycle (sous la dir. de P. Bourdieu), Université de Paris-Sorbonne, 1969. Fritsch Philippe, « Formateurs d'adultes et formation des adultes », *Revue française de sociologie*, vol. X, n°4, octobre-décembre 1969, pp. 427-447. Fritsch Philippe, *L'Éducation des adultes*, Paris, La

poursuivi tout au long de la préparation d'une thèse de doctorat d'Etat, dirigée par Pierre Ansart et soutenue en 1979, où je montrais que le « discours de l'éducation des adultes » participait d'un « processus idéologique » et y contribuait : chemin faisant, j'observais combien les promoteurs de la formation avaient recours aux sciences humaines et sociales dans leur pratique et dans leur représentation du monde<sup>1</sup>.

En prenant appui sur ces travaux anciens, il s'agit de les prolonger par l'analyse de trois configurations particulières du « champ idéologique »<sup>2</sup>. Qu'il s'agisse de l'idéologie des « relations humaines », de l'idéologie du changement, de l'idéologie du développement et de la part qu'elles ont prise dans le discours de l'éducation permanente comme dans les dispositifs pratiques mis en œuvre à ce titre, il est possible de montrer ce qu'elles doivent au transfert de techniques ou de spéculations issues de recherches en sciences humaines et sociales. D'une part, il s'agit de mettre en évidence le rôle direct ou indirect d'agents individuels et collectifs relevant plus ou moins de ces disciplines scientifiques, qui *volens volens* ont joué le rôle de passeurs, d'ailleurs dans les deux sens, entre ces sciences et l'éducation permanente. Si les pratiques de formation « s'inspirent » des sciences humaines et sociales, elles ont eu des effets sur ces disciplines scientifiques au point que ces dernières peuvent apparaître comme « des mises en forme de pratiques captées »<sup>3</sup>. D'autre part, il importe de conduire l'analyse au-delà du constat d'une certaine récurrence thématique dans les discours et les pratiques, pour découvrir les effets de l'inculcation des mêmes schèmes de perception du monde et d'expression de ce rapport au monde.

Cependant, si ces données des années 1970 sont retravaillées, pour ainsi dire à nouveaux frais, c'est essentiellement pour la raison que des prises de position politique, et les commentaires qu'elles ont suscités, m'ont conduit à prendre en compte la relation entre ces thématiques idéologiques et la *doxa* néolibérale. Ainsi en 2002, invité par le Groupe d'étude – Histoire de la formation des

adultes (GEHFA), j'avais que « l'analyse qui peut être faite de l'actuelle offensive du néolibéralisme et de sa prétention à être la seule *Weltanschauung* possible vient *a posteriori* conforter l'idée que "le discours de l'éducation des adultes" relevait d' "un processus idéologique" »<sup>4</sup>. J'évoquais, en effet, « la parenté de la pensée actuellement dominante avec ce discours de l'éducation des adultes qui a fonctionné comme une prophétie auto-réalisante (*self-fulfilling prophecy*) ». J'observais que « le lexique et les thèmes ne sont certes plus exactement les mêmes, encore que certains aient la vie dure, mais [que] les schèmes organisateurs de la pensée sont demeurés ce qu'ils étaient »<sup>5</sup>. Christian de Montlibert a d'ailleurs fait la même observation dans un de ces récents ouvrages où il note : « On retrouve ici des notions et des représentations diffusées par les agents qui ont milité pour le développement de la formation continue dans les années 1960 »<sup>6</sup>. Nombre des thèmes qui faisaient alors l'essentiel du discours de l'éducation des adultes se retrouvent aujourd'hui dans ce que Pierre Bourdieu a appelé « la nouvelle vulgate planétaire »<sup>7</sup>. Autrement dit, comprendre l'emprise actuelle du néolibéralisme non seulement sur les cadres dirigeants mais aussi sur nombre de ceux qui en pâtissent ou qui ont tout à en craindre implique d'étudier comment l'autonomie des sciences humaines et sociales a été mise à mal dans nombre d'espaces sociaux de la formation, voués en définitive à la promotion de l'économique plutôt qu'aux objectifs annoncés de « seconde chance » et de développement personnel.

### idéologie des « relations humaines »

S'il faut en croire Jorg Oetterli qui se situe dans une perspective comparative, « les problèmes de "gestion" et de "management" et la notion d'*human relations* jouaient en France un rôle tout à

Haye, Mouton, (coll. Cahiers du Centre de sociologie européenne), 1971.

<sup>1</sup> Fritsch Philippe, *Le discours de l'éducation des adultes, un processus idéologique*, thèse de doctorat d'Etat (sous la dir. de P. Ansart), Université Paris VII, 1979, accessible en ligne : <<http://demeter.univ-lyon2.fr/sdx/theses>>.

<sup>2</sup> Ansart Pierre, *Les idéologies politiques*, Paris, PUF, 1974.

<sup>3</sup> Henri Alain-Noël, *Penser à partir de la pratique*, Toulouse, Erès, 2009.

<sup>4</sup> Fritsch Philippe, « Sur les traces du "discours de l'éducation des adultes" », in Lescure Emmanuel de (éd.), *La Construction du système français de formation professionnelle continue*, GEHFA, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 75.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 92.

<sup>6</sup> Montlibert Christian de, *Savoir à vendre, L'enseignement supérieur et la recherche en danger*, Paris, Raisons d'agir, 2004, pp. 23-24.

<sup>7</sup> Bourdieu Pierre, Wacquant Loïc, « La nouvelle vulgate planétaire », *Le Monde diplomatique*, mai 2000 et publié in Bourdieu Pierre, *Interventions, Science sociale et action politique*, Marseille, Agone, 2002, pp. 443-449.

fait secondaire»<sup>1</sup>. Ce jugement porte manifestement sur la période où pourtant, à leur retour des Etats-Unis, les « missions de productivité » commençaient à produire leurs effets idéologiques. De fait, si des précédents peuvent toujours être exhibés – de Fayol à Lamirand, des « techniciens sociaux de la main d’œuvre » (Peugeot, 1936) aux stages de formation qui en 1941 furent consacrés aux « problèmes humains dans le travail » et à « la psychologie ouvrière »<sup>2</sup> –, la question des « relations de travail » dans les ateliers et les usines n’était pas vraiment à l’ordre du jour. Ou bien, quand elle était posée, elle demeurait généralement subordonnée à celle du « commandement ». Certes, après les grèves de 1936, des grandes entreprises comme Renault ou Kodak-Pathé avaient mis en place des directions du personnel et c’est en 1947 que l’Association nationale des chefs du personnel (ANDCP) a été créée<sup>3</sup>.

Cependant, la Libération avait fait « se lever de grandes espérances » dans la classe ouvrière et la CGT s’était mobilisée pour la « bataille de la production ». L’institution des comités d’entreprise, entre autres mesures, constituait la matérialisation des aspirations de libération sociale. Mais, très vite, ces espoirs furent déçus et, avec la fin des illusions, les actions revendicatives reprirent : en mars 1947 les ouvriers de Renault déclenchèrent une grève qui eut pour effet politique l’exclusion des ministres communistes du gouvernement ; en novembre et décembre de la même année deux millions de travailleurs se mirent en grève ; un an plus tard la grève des mineurs fut réprimée brutalement. Entre temps le front syndical s’était affaibli par la scission

de décembre 1947 (CGT-FO / CGT) tandis qu’au contraire le patronat se renforçait, accentuait son influence et n’hésitait pas à s’attaquer aux nationalisations et autres « conquêtes » de la Libération. Inflation, montée des prix et diminution du pouvoir d’achat d’un côté, aide américaine sous la forme du Plan Marshall de l’autre constituent les traits économiques dominants de cette période. Dans le même temps, un déplacement de la gauche vers la droite marque le pouvoir politique.

C’est dans cette conjoncture que le patronat mit en place une commission de la productivité, accueillit favorablement « l’offre amicale des Etats-Unis » et organisa les missions de productivité composées « de patrons, d’ingénieurs, d’agents de maîtrise et d’ouvriers »<sup>4</sup>. La première de ces missions prit le départ en août 1949 et, par la suite, quelque 450 stages aux Etats-Unis furent organisés entre 1950 et 1953. Le terme de *mission* est à prendre au sérieux. En effet, revenus dans les entreprises, les stagiaires qui avaient reçu une « formation à l’Américaine » se devaient d’être les missionnaires d’une nouvelle religion<sup>5</sup>. Il était attendu d’eux qu’ils se fassent « les éducateurs de toute leur profession »<sup>6</sup>. De fait à leur retour, ils se comportèrent en thuriféraires du modèle américain, du moins à en juger par les rapports publiés dans les bulletins patronaux. Commencent alors en France les beaux jours de l’idéologie des « relations humaines »<sup>7</sup>. Sans doute les rapporteurs des délégations retiennent-ils les facteurs économiques et techniques de la productivité américaine mais ils insistent particulièrement sur les facteurs d’ordre psychologique et social :

- « La volonté de faire mieux que le concurrent et mieux que le camarade d’usine, dans une atmosphère de compétition loyale et de *fair-play* »<sup>8</sup>.
- « La cause profonde de la productivité américaine, c’est à coup sûr l’atmosphère de l’usine, le climat de collaboration et d’amitié qui y règne et qui unit tous les travailleurs, du directeur au plus modeste ouvrier, dans un admirable esprit d’équipe »<sup>9</sup>.

<sup>1</sup> Oetterli Jorg, *Betriebssoziologie und Gesellschaftsbild*, Berlin, Walter de Gruyter, 1971, cité par Heilbron Johan, « Pionniers par défaut ? Les débuts du centre d’études sociologiques (1946-1960) », *Revue française de Sociologie*, vol. XXXII, n°3, juillet-septembre 1991, pp. 365-379.

<sup>2</sup> Lamirand Georges, *Le rôle social de l’ingénieur. Scènes de la vie d’usine*, Ed. de la Revue des jeunes, Desclée et Cie, 1932, (réédité en 1934, 1937 et en 1954 chez Plon). Sur Renault, Fridenson Patrick, *Histoire des usines Renault*, Paris, Seuil, 1998. Sur Peugeot, Cohen Yves, « L’invention des techniciens sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°114, septembre 1996, pp. 30-43. Sur les « stages de formation au commandement », *Jeune Patron*, n°39, novembre 1950, pp. 30-33.

<sup>3</sup> Sur « l’émergence relative du “social” dans les grandes entreprises après 1936 » cf. Weiss Dimitri, *Ressources humaines*, Paris, Ed. d’Organisation, 2003. L’auteur signale les réunions mensuelles de chefs du personnel, organisées par l’UIMM de la région parisienne, et les journées d’études de la CEGOS de 1937 consacrées aux « problèmes de la formation sociale des cadres ».

<sup>4</sup> Fritsch Philippe, *op. cit.*, 1979, pp. 244-254. Cf. Boltanski Luc, « America, America... le plan Marshall et l’importation du “management” », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°38, mai 1981, pp. 19-41.

<sup>5</sup> Un bulletin de décembre 1950 note qu’aux Etats-Unis la productivité est devenue un « véritable dogme », *Bull. CNPF*, n°59.

<sup>6</sup> *Bull. CNPF*, n°30, 15 mars 1949, p. 1.

<sup>7</sup> Fritsch Philippe, *op. cit.*, 1979, pp. 396-404.

<sup>8</sup> *Bull. CNPF*, n°52, juin 1950, p. 13.

<sup>9</sup> *Bull. CNPF*, n°56, août 1950, p. 11.

- « La coopération entre employeurs et salariés devrait permettre d'obtenir les mêmes avantages et si possible des avantages supérieurs à ceux acquis par la lutte. Cette théorie est largement professée au sein des universités, au sein des organisations syndicales de salariés et des organisations syndicales d'employeurs »<sup>1</sup>.

Ce que perçurent les missionnaires de la productivité ou plutôt ce qu'ils donnèrent à voir au retour, ce fut sans doute les images de la réussite américaine, économique, technique et organisationnelle, mais aussi celle du *consensus* social condition d'optimisation de cette réussite. Aux pratiques antagoniques du « vieux monde », ils opposaient alors la figure idéale de relations industrielles libérales, donc concurrentielles, mais gouvernées par le sens partagé de l'intérêt commun : « Au lieu de nous disputer, dans la haine des classes, les richesses que nous produisons en quantité insuffisante, doublons ou triplons la quantité de ces richesses »<sup>2</sup>.

Cette « croisade de la productivité » passait donc par l'exhortation non seulement à taire les dissensions et à oublier la lutte des classes mais surtout à promouvoir les « relations humaines » pour coopérer à une entreprise d'enrichissement censée être profitable à tous. Elle fut engagée dans une période où le rapport des forces était favorable au patronat de nouveau organisé qui, doté de l'aide américaine, reprenait ses attaques contre le « dirigisme étatique » et tendait à imposer sa vision libérale du monde à venir.

L'attrait alors exercé par les Etats-Unis est à mettre en rapport avec l'offre américaine elle-même. Déjà dans l'entre-deux-guerres, les propositions de voyage aux Etats-Unis ne manquaient pas : Yves Cohen, se référant à Thomas P. Hughes, évoque « ces visites industrielles désormais presque routinières que font les ingénieurs depuis que le taylorisme et le fordisme ont donné le signe de la « deuxième découverte de l'Amérique » »<sup>3</sup>. Par ailleurs, dans les années 1930, des fondations comme la Fondation Rockefeller, outre leur financement d'institutions de recherche, offraient des bourses d'études à de jeunes chercheurs en sciences humaines et sociales<sup>4</sup>.

Les contacts des fondations américaines reprirent avec les universitaires français après la Libération. Ces échanges n'étaient pas sans attendus économiques et politiques, en particulier pour faire front contre l'extension du communisme en Europe. « Tout comme avant-guerre, la fondation Rockefeller s'était efforcée d'implanter en France une autre conception de la démarche sociologique, l'après-guerre et les années 1950 verront également différentes tentatives d'exportation vers l'Europe d'une certaine philosophie des sciences sociales résolument empiriste et dégagée de toute influence marxiste »<sup>5</sup>. C'est aussi dans cet esprit que s'est formulée l'offre américaine d'accueillir les « missions de productivité » et que les « relations humaines » ont émergé, au moins comme « objet de discours ».

Les « surfaces d'émergence » de cet « objet de discours », selon la terminologie de Michel Foucault, furent les institutions officielles, internationales ou européennes, comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Agence européenne de productivité (AEP). Ce furent aussi des instances nationales : le Commissariat général au Plan, le Groupe de travail sur la productivité, l'Association française pour l'accroissement de la productivité (AFAP), la Commission nationale d'organisation française (CNOF), les Chambres de commerce et d'industrie. Ce fut surtout le Centre national du patronat français (CNPF). Ces organisations, chacune à leur niveau mais reliées en réseau, ont rempli plusieurs rôles et d'abord celui d'expert chargé d'évaluer la situation économique et sociale des pays industrialisés, notamment en Europe. Mais elles ont également fonctionné à la fois comme agents de diffusion d'un ensemble de thèmes imposant une vision libérale du monde et comme agents incitateurs de dispositions politiques, administratives et réglementaires adéquates à cette idéologie. Enfin, à ce titre, elles ont été des agents initiateurs, organisateurs et promoteurs des dispositifs correspondants et particulièrement des dispositifs de formation.

Cependant, parmi ces « surfaces d'émergence », sont aussi à compter des associations et groupements plus catégoriels comme l'ANDCP déjà citée, les groupements amicaux des responsables de formation (GARF) et l'Association nationale de formation et de perfectionnement du

<sup>1</sup> Bull. CNPF, n°52, juin 1950, p. 13.

<sup>2</sup> Bull. CNPF, n°30, 15 mars 1949, p. 1.

<sup>3</sup> Cohen Yves, *op. cit.*, p. 14.

<sup>4</sup> Mazon Brigitte, « La Fondation Rockefeller et les sciences sociales en France, 1925-1940 », *Revue française de sociologie*, vol. XXVI, n°4, octobre-décembre 1985, pp. 311-342.

<sup>5</sup> Blondiaux Loïc, « Comment rompre avec Durkheim ? Jean Stoezel et la sociologie française de l'après-guerre (1945-1958) », *Revue française de sociologie*, vol. XXXII, n°3, juillet-septembre 1991, pp. 663-666.

	Objets de discours	Surfaces d'émergence	Schémes	SHS
1947	« Se mettre à l'école des Etats-Unis »	<b>Plan Marshall</b> <b>OECE</b> <b>AEP</b> <b>Commissariat au Plan</b> : Groupe de travail sur la productivité (Fourastié)	vieux / jeune passé / avenir ancien monde / nouveau monde fermeture / ouverture	Psycho-sociologie industrielle Dynamique de groupe Psychodrame Maucorps <i>Travail et Méthodes</i>
1948		« Offre amicale des Etats-Unis »  « Se faire les éducateurs de toute leur profession »	<b>CNPF et AFAP</b> 1 <sup>re</sup> des 450 <b>missions de productivité</b> USA 1950 et 1953	lutte des classes / collaboration des individus
1950	« De saines relations humaines à l'intérieur des entreprises industrielles sont nécessaires à l'accomplissement de la mission morale et spirituelle de la civilisation libre »		Mission psychotechnique aux USA Compte rendu dans <i>Rev. de Psychologie appliquée</i> , IV,1	société fermée / promotion individuelle
1951		1 <sup>er</sup> stage de RH <b>EDF</b> (Palmede) <b>GARF</b>	code politique des rapports sociaux / principes fondamentaux des « bonnes RH »	Moreno, <i>Sociométrie</i> (trad. Maucorps)
1952				
1953	stage <i>art de diriger</i> Octave Gélinter <b>CEGOS</b>	modèle unique de règles rigides et arbitraires / universels mais répondant à diverses conditions	Moreno, <i>Sociométrie</i> (trad. Maucorps)	
1954				
1955	Fondation de l'ARIP		Lewin, <i>Psychologie dynamique</i> (trad. fr.)	
1959				

tableau 1 | Idéologie des « relations humaines »

personnel d'encadrement (ANFOPPE). En effet, ces organisations rassemblaient des praticiens (animateurs, formateurs, etc.) et les mettaient en contact tant avec les personnels d'encadrement des entreprises qu'avec des théoriciens et des chercheurs. Les nombreux organismes, groupements, cabinets et finalement les animateurs de séminaires, sessions de « recyclage » ou de perfectionnement, ont ainsi été les agents de médiation entre certains courants des sciences humaines et sociales et d'un côté diverses fractions de la classe dominante (hauts fonctionnaires, patronat, hommes politiques), de l'autre des fractions de la classe moyenne, essentiellement les cadres et contremaîtres.

Ces ensembles d'agents n'étaient ni homogènes ni toujours cohérents. Leurs valeurs de référence comme leurs prises de position et leurs intérêts spécifiques ont pu être divergents, voire opposés. Mais ces contradictions n'étaient que secondaires au regard du processus idéologique conditionné, supporté, entretenu et légitimé par un dispositif organisationnel où les uns et les autres trouvèrent place. Selon le modèle retenu par le CNPF, à partir des experts formés eux-mêmes aux États-Unis, le courant de formation passe des chefs d'entreprise à leurs collaborateurs les plus proches, aux futurs *animateurs* choisis parmi les cadres, puis aux contremaîtres et enfin aux ouvriers. Dans cet ensemble, comme l'énonce un programme de formation destiné à dix entreprises de fonderie, « l'animateur deviendra l'homme sur lequel repose la mise en place du programme d'action »<sup>1</sup>.

L'enquête effectuée dans les années 1960 auprès des « formateurs d'adultes », en particulier des animateurs de formation dans les entreprises ou les organismes de formation offrant leurs services aux entreprises, a permis d'établir que beaucoup d'entre eux s'étaient pour ainsi dire *frottés* aux sciences humaines et sociales. Certains étaient même diplômés dans ces disciplines et disposés à rentabiliser un capital culturel académiquement peu reconnu mais susceptible d'être jugé utile dans les entreprises industrielles et commerciales<sup>2</sup>. Tout s'est passé comme si deux séries causales indépendantes s'étaient rencontrées : la série des causes historiques d'une demande de formation d'adultes et celle dont l'effet fut l'existence de ces agents aptes à formuler cette demande et à y répondre. De même, Christian de Montlibert a bien montré

comment « les prises de position des membres des classes dominantes soucieux de renouveler les formes de la domination ont très vite rencontré les intérêts des spécialistes des Sciences Humaines formés en surnombre dans les années 1960 par rapport à la demande de ce secteur du marché du travail »<sup>3</sup>. Au cours de la première phase de cette histoire, dans les années 1950, ce sont d'ailleurs plutôt des psychologues qui sont intervenus dans les milieux professionnels (celui des entreprises et celui des organismes de formation). Olivier Martin et Patricia Vannier ont attiré l'attention sur la faiblesse de la sociologie dans ces années d'après-guerre et « l'ancrage de sociologues [Maisonneuve, Maucorps, Naville et Pagès, parmi les chercheurs du CES] dans les institutions de la psychologie »<sup>4</sup>. Stoetzel lui-même enseigne la psychologie sociale à l'Institut de Psychologie et, en 1952, il fonde avec Lagache le laboratoire de psychologie sociale de la Sorbonne. Maucorps dont l'itinéraire, comme celui de Naville, est retracé en détail par les auteurs a co-fondé *Travail et Méthodes*, une revue destinée aux chefs d'entreprises et aux responsables des personnels, où il a publié « plusieurs dizaines de textes », en particulier sur les techniques de la psychométrie et de la psychotechnique<sup>5</sup>. Avec l'organisation scientifique du travail (le chronométrage et le TWI), ces spécialités furent d'ailleurs les premières à avoir été utilisées dans les organisations industrielles et simultanément à s'être développées en raison même de cet usage.

La lecture des numéros du *Bulletin de Psychologie*, consacrés à la psychologie sociale dans le début des années 1950, permet de relever d'autres pistes qui, apparemment loin des milieux industriels, les rejoignent par les chemins de traverse de la formation des adultes. C'est d'abord la filière psychiatrique : dans un bulletin de 1952, Serge Lebovici fait état de premiers essais de psychothérapie de groupe, menés en 1946 à la clinique de psychiatrie infantile ; il y fait tour à tour référence à

<sup>3</sup> Montlibert Christian de, *L'institutionnalisation de la formation permanente*, Strasbourg, PUS, 1991. Au tournant du siècle, l'interprétation demeurerait valable, cf. Lescure Emmanuel de, *Les formateurs d'adultes, un groupe professionnel incertain. Marché du travail et professionnalisation*, thèse sous la dir. de R. Establet, Université Aix-Marseille I, Université de Provence, 2005, p. 187.

<sup>4</sup> Martin Olivier et Vannier Patricia, « La sociologie française après 1945 : places et rôles des méthodes issues de la psychologie », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n°6, 2002/1, pp. 95-122.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 107.

<sup>1</sup> *Bull CNPF*, n°70, septembre 1951, p. 11.

<sup>2</sup> Fritsch Philippe, *op. cit.*, 1969, pp. 440-446 et *op. cit.*, 1971, pp. 115-146.

Lewin, à Maucorps et à Moreno qui, écrit-il, « a apporté une arme thérapeutique nouvelle, celle de la spontanéité dramatique »<sup>1</sup>. Avec le numéro que le *Bulletin de Psychologie* consacre l'année suivante aux recherches en psychologie sociale, s'ouvre la voie psychopédagogique : un article de Gaston Mialaret décrit dans le détail l'usage d'une épreuve micro-sociologique permettant de dresser un sociogramme et pose la question de ses effets sur la conduite d'une classe<sup>2</sup>. Le cours de Max Pagès sur « la psychosociologie des groupes » figure dans un bulletin de l'année suivante<sup>3</sup>. C'est dire que les étudiants en psychologie des années 1950 ont été formés à ces techniques importées des États-Unis.

Quant au bulletin de 1955, il présente, entre autres articles, une « note sur les “séminaires de formation” et la psychologie des groupes restreints » organisés depuis 1952 dans un Centre d'études ouvert par une grande entreprise dans une petite localité rurale. Jean Dubost, l'auteur de cette note, observe en premier lieu que « les méthodes psychodramatiques de Moreno, les recherches sur la dynamique des groupes de l'école de Lewin, et même les théories rogéiennes ont commencé à pénétrer les promoteurs de la “formation” des cadres ». Il décrit ensuite les « instruments pédagogiques » et la « réaction des participants » à des « sessions résidentielles de quinze jours ». Ces « stagiaires » proviennent tous d'une même entreprise dont la Direction a encouragé « depuis 1947 diverses tentatives psychologiques visant entre autres les questions de sélection, d'orientation et de promotion professionnelle des jeunes cadres ». Enfin, il s'interroge sur « la mesure des effets » et sur « l'institutionnalisation de la psychologie sociale appliquée, [les] modalités de l'insertion de cette discipline dans l'entreprise »<sup>4</sup>. Dans ce même numéro, un article de Guy Palmade porte sur « l'interview non directif en psychologie sociale ». Or, dès 1947, Guy Palmade s'était vu confier par

EDF la responsabilité d'une mission qui visait à « favoriser un “certain esprit maison” et [à] rendre “plus souples” les relations hiérarchiques »<sup>5</sup>. Co-fondateur, en 1959, de l'Association de la recherche et de l'intervention psychosociologique (ARIP), il a également été membre de l'Institut national pour la formation des adultes (INFA)<sup>6</sup>.

Les pratiques de la psychosociologie industrielle, de la psychologie des groupes restreints et de la psychologie sociale ont été largement diffusées et amplement utilisées dans les sessions de formation et de perfectionnement de cadres, dans des stages « inter entreprises » ou, plus rarement, lors d'interventions « intra entreprises ». Dynamique de groupe, groupes de diagnostic, psychodrame (inventé en Autriche par Moreno et pratiqué, depuis 1925, aux États-Unis), jeu de rôle, psychodrame analytique (Serge Lebovici, 1958), groupe Balint, T-Group ou groupe de formation (Anne Ancelin-Schutzenberger, 1966) ont constitué le fonds propre de ces agents. Leur capital spécifique s'est avéré exploitable à la fois par eux – notamment en leur assurant une position de médiation dans le champ social –, et par certaines catégories montantes de la classe dominante (*intelligentsia* technocratique, les nouveaux cadres, etc.). Comme l'écrit Lucie Tanguy, « ce sont sans doute les psychosociologues qui ont été les plus actifs dans la construction de ce domaine au sein des entreprises [...] Ce sont eux qui se sont illustrés dans la construction d'objets et de techniques d'analyse et d'intervention sur la réalité en les justifiant par leur utilité : celle du changement à accomplir dans des situations faisant problèmes »<sup>7</sup>.

Ces pratiques correspondaient à une vision psychosociologique du monde social : les groupes relativement restreints (l'entreprise, l'atelier, etc.) qui le composent fonctionnent comme autant d'équipes qui, en concurrence les unes avec les autres, ont des objectifs à atteindre (métaphore sportive). Pour autant, elles étaient inséparables d'une façon d'énoncer les problèmes, qui mettait l'accent sur les relations interindividuelles (éventuellement conflictuelles) de coopération au sein de groupes, eux-mêmes en concurrence. Cette problématisation excluait de poser les problèmes en termes de lutte

<sup>1</sup> Lebovici Serge, « Ce que la psychothérapie apporte à la compréhension psychologique des groupes », *Bulletin de Psychologie*, Tome VI, décembre 1952, pp. 101-104.

<sup>2</sup> Mialaret Gaston, « Sociométrie et pédagogie », *Bulletin de Psychologie*, Tome VI, mai 1953, pp. 399-402. D'autres contributions font aussi référence à Moreno. La traduction française de *La Sociométrie* est publiée en 1954.

<sup>3</sup> Pagès Max, « La psychosociologie des groupes », *Bulletin de Psychologie*, Tome VII, n°6-7, pp. 366-375 (si la bibliographie est presque exclusivement américaine, le texte lui-même fait référence à Freud, Maucorps et Maisonneuve).

<sup>4</sup> Dubost Jean, « Note sur les “séminaires de formation” et la psychologie des groupes restreints », *Bulletin de Psychologie*, Tome VIII, avril 1955, n°7-8, pp. 389-393.

<sup>5</sup> Notice nécrologique, *Hisfora*, n°19, 2006.

<sup>6</sup> Dubost Jean et Lévy André, « Editorial », *Nouvelle revue de psychosociologie*, n°5, 2008/1, pp. 7-13.

<sup>7</sup> Tanguy Lucie, « Sciences sociales et construction de la catégorie “formation” en France (1945-1971) », in Durand Jean-Pierre, Linhart Danièle (dir.), *Les ressorts de la mobilisation au travail*, Toulouse, Ed. Octarès, 2005, pp. 273-287.



## idéologie du changement

des classes. Autrement dit, elle occultait cette autre conception possible : « Sur le plan du discours, pour qu'il y ait occultation, il faut admettre qu'un discours ne comporte pas un contenu cependant possible qu'il a précisément pour sens de voiler »<sup>1</sup>.

Plus que l'imposition d'une thématique, pourtant très présente et récurrente, ce sont des schèmes de perception et de représentation du monde que ces pratiques issues des sciences humaines et sociales ont contribué à constituer chez les agents dont elles sollicitaient la participation. A travers ce qu'en disaient et en faisaient leurs promoteurs patronaux qui valorisaient les « principes fondamentaux des "bonnes relations humaines" » contre les règles rigides d'un « code politique » des rapports sociaux, arbitrairement fixées par l'Etat, c'est tout un ensemble de schèmes organisateurs d'une vision du monde et d'un mode d'action impliquant de nouvelles formes de contrôle social qui apparaît. Cet ensemble se construit en relevant d'une chaîne de couples d'opposition dont le premier terme est péjorativement connoté tandis que le second est valorisé : vieux/jeune ; passé/avenir ; ancien (monde)/nouveau (monde) ; fermeture/ouverture ; lutte des classes/collaboration d'individus ; société bloquée/promotion individuelle ; etc.

Certes, les critiques de cette technologie d'encadrement et de la philosophie sociale qui la sous-tendait n'ont pas manqué dans le temps de leur importation et de leur diffusion en France, notamment celle que Georges Friedmann fit de la « *managerial sociology* » ou encore celle de Faverge qui fut Directeur du groupe de psychométrie pédagogique au Centre de recherches et d'études pédagogiques de l'Education nationale. Mais, qu'elles aient été d'origine syndicale ou qu'elles aient eu pour fondement des recherches en sociologie, ces analyses critiques pesèrent peu par rapport à l'inculcation idéologique qui s'est développée tout au long des stages de formation et de perfectionnement des cadres. Dans le même temps, la théorie du « capital humain »<sup>2</sup> et son incarnation dans la fonction de directeur des ressources humaines (DRH) se substituaient à la « doctrine des relations humaines » et à sa traduction dans les pratiques se référant à la psychosociologie.

Dans les années 1960, en France, « le changement » devient « objet de discours ». De nombreuses personnalités telles que Gaston Berger, Louis Armand, Michel Drancourt et bien d'autres, composent alors diverses variations sur le thème du « changement »<sup>3</sup>. Quant aux propos tenus au cours d'entretiens par des agents ordinaires d'organismes de formation ou par des cadres d'entreprises, lors d'enquêtes réalisées pendant cette période, ils reprennent eux aussi la même antienne.

Cette thématique occupe d'ailleurs une position-clé dans l'argumentation qui conclut à la nécessité de l'éducation permanente. Les argumentaires sont fondés en gros sur l'appréciation de deux phénomènes. D'un côté, des changements sont repérés dans divers domaines et sérialisés de telle sorte qu'ils donnent l'impression de se généraliser, de devenir de plus en plus rapides et de plus en plus radicaux. On parle alors d'une « accélération » qui aurait pour effet de rendre ce changement immédiatement perceptible (à la manière des films montrant en accéléré la croissance d'une plante, par exemple). Se donnant la caution philosophique de la phénoménologie, cette argumentation recourt volontiers à l'expérience commune de la vie quotidienne dont les exemples « parlent » à chacun. De l'autre, on pointe le retard qui affecte des sociétés telles que la société française. Anciennes, elles sont stigmatisées comme « archaïques ». Elles accusent, dit-on, un sérieux « retard culturel » par rapport à la société américaine ou, plus généralement, par rapport aux possibilités scientifiques et techniques du « monde moderne » d'ailleurs « de plus en plus complexe ». Ce retard s'expliquerait essentiellement par la « résistance au changement » que des individus ou surtout des groupes, professionnels ou autres, foncièrement attachés au passé, à leurs acquis et à leurs habitudes, opposent à toute « innovation ». Cette « attitude » défensive freinerait leur propre évolution et celle de la société en empêchant leur nécessaire adaptation aux conditions nouvelles. L'éducation permanente s'avèrerait donc nécessaire pour faire tomber cet obstacle et rendre possible « l'adaptation au changement ». L'ouvrage de Servan-Schreiber, *Le Défi américain*, est exemplaire à

<sup>1</sup> Ansart Pierre, « L'occultation idéologique », *Cahiers internationaux de sociologie*, volume LIII, juillet-décembre 1972, pp. 213-228.

<sup>2</sup> Notion mise en avant par Theodore Schultz en 1961 puis par Becker Gary, *Human Capital, A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education*, NBR-Columbia University Press, 1964.

<sup>3</sup> Griffaton Christian, *Les grands thèmes de l'éducation des adultes*, doc. multigr., Nancy, INFA, 1968.

cet égard. Publié en 1967, il présente le « retard technologique européen » comme la conséquence des difficultés à « faire face intelligemment au changement » – l’expression est de Robert Mac Namara qui définissait ainsi le management –, et l’éducation permanente est présentée comme le moyen de combler ce « *managerial gap* »<sup>1</sup>.

Parmi les organisations où a émergé cet « objet de discours », qu’elles contribuent à importer des Etats-Unis, à accommoder au « goût français » et à transmettre, certaines ont occupé une place particulièrement importante. Le Centre de recherches et d’études des chefs d’entreprise (CRC), créé en 1952 avec l’aide américaine, plus précisément selon le programme d’assistance technique de l’*Economic cooperation administration* (ECA), mais aussi le Centre international de prospective, fondé et animé par Gaston Berger en 1957, ont été des lieux d’invention, d’entretien et de diffusion de l’idéologie du changement. Le premier a assuré cette fonction auprès des milieux patronaux, le second est intervenu davantage auprès de la haute administration, des intellectuels et des politiques. Métaphoriquement assimilables à des *laboratoires de langue* au sens où ils ont été des lieux d’apprentissage de la langue des élites dirigeantes, ils le furent aussi au sens où ces dispositifs de mise en relation des fractions montantes de la classe dominante ont été des officines où s’inventèrent diverses variantes idéologiques usant de cette langue, « nouvelle » comme il se doit<sup>2</sup>. Dans ces lieux prétendus « neutres » parce que s’y rencontrent des agents occupant des positions différentes dans l’espace social, mais lieux de « l’entre soi » parce que ces agents sont en fait les uns et les autres membres des « élites dirigeantes », s’opère « le travail idéologique sous sa double forme de reproduction et de création »<sup>3</sup>.

Un bulletin patronal de novembre 1953 définit le CRC comme un instrument d’« éducation des chefs ». Ricard, un des dirigeants du CNPF en 1952, y écrivait de ce dispositif de « formation patronale » qu’il conjugue la conversion à « une nouvelle conception, une nouvelle mystique, du rôle de l’industrie et même du capital » et des innovations dans le style de commandement (les « relations humaines dans l’entreprise »). Celles-ci,

précisait-il, sont adoptées dans la mesure où, loin de remettre en cause l’autorité patronale, elles viennent la renforcer. Autrement dit, leur adoption implique qu’elles ne changent rien à l’essentiel<sup>4</sup>. D’ailleurs, lors de la quinzième assemblée générale du CNPF, le président Georges Villiers déclarait : « Nous sommes, non pas réservés comme on me l’a fait dire, mais absolument opposés à tout partage de responsabilité ou d’autorité qui empêcherait le patron de remplir sa tâche et ruinerait l’économie au détriment de tous »<sup>5</sup>.

Des extraits ou même le texte intégral des conférences tenues lors des sessions de perfectionnement des chefs d’entreprise firent l’objet de publications. C’est ainsi qu’en 1969 le treizième *Cahier du CRC* portait sur « L’éducation permanente » et que le dix-huitième *Cahier du CRC* s’intitulait « La société en mutation » (1971). Ces deux publications sont exemplaires à plus d’un titre. D’une part, elles présentent un florilège d’énoncés sur le thème du changement ou, mieux, de la « mutation » et de la « nécessaire adaptation au changement », en dépit des « résistances au changement ». D’autre part, les informations qu’elles livrent sur le mode de fonctionnement du CRC montrent à la fois que celui-ci n’était fréquenté que par une minorité dûment sélectionnée de patrons. Il est indiqué que « l’accès en est sauvegardé par des règles de recrutement et de parrainage assez strictes »<sup>6</sup>. En outre, cette enceinte réservée est un lieu de rencontre entre personnalités choisies. Ainsi la liste des intervenants dans la discussion sur « la société en mutation » est significative du croisement opéré entre personnalités issues de fractions distinctes de la classe dominante<sup>7</sup>. Le CRC semble avoir été une de ces institutions qui contribuent à l’intégration de la classe dirigeante par l’échange de ces biens symboliques que sont les discours et, à travers cet échange, par la production d’un langage commun. La liste des personnalités auditionnées par le groupe constitué en 1962 sur les questions de formation témoigne de cette recherche d’intégration à un niveau élevé de responsabilité dans l’administration de l’enseignement supérieur<sup>8</sup>.

C’est en 1957 dans un article de la *Revue des deux mondes* que Gaston Berger a lancé le projet d’études prospectives. « Aussitôt une trentaine de

<sup>1</sup> Fritsch Philippe, *op. cit.*, 1971, p. 41. Sur « la position stratégique des Schreiber dans l’avant-garde progressiste et moderniste des années cinquante » cf. Boltanski Luc, *op. cit.*, 1981, p. 25.

<sup>2</sup> Fritsch Philippe, *op. cit.*, 1979, p. 254 ss.

<sup>3</sup> Ansart Pierre, *Les idéologies politiques*, Paris, PUF, 1974.

<sup>4</sup> *Bull. CNPF*, n°81, avril 1952 et 109, novembre 1953.

<sup>5</sup> *Bull. CNPF*, n°103, juillet 1953.

<sup>6</sup> *Patronat français*, n°199, septembre 1960, p. 6.

<sup>7</sup> « La société en mutation », *Cahier du CRC*, n°18, pp. 37-53.

<sup>8</sup> Fritsch Philippe, *op. cit.*, 1979, pp. 263-264.

	Objets de discours	Surfaces d'émergence	Schémes	SHS
1946	Progrès scientifique, technique, économique, social			CES-CNRS
1949		Fourastié, <i>Le grand espoir du XX<sup>e</sup> siècle</i>	passé / futur	
1950		Programme d'assistance technique de l'ECA	statique / mobile	
1952		CRC	lent / accéléré	
1953		Mission Enseignement des Sciences Sociales du Travail aux Etats-Unis	bureaucratique routinier / innovateur	
1954	Accélération du changement immédiatement perceptible			ISST
1956		1 <sup>er</sup> colloque de Caen	évolution / mutation (insensible / perceptible)	
1957		Centre international de Prospective (G. Berger)		
1958		ANSHA		
1959			tradition / innovation	<i>Sociologie du travail</i>
1960		Centre d'études prospectives		
1962		2 <sup>e</sup> Colloque de Caen	archaïsme / modernisme	Friedmann, La civilisation technicienne, <i>Arguments</i>
1963			désuet / nouveauté	Crozier, La révolution culturelle, <i>Dædalus</i>
1966		Retard culturel Inadaptation Résistance au changement Mutation		Groupe de sociologie des organisations
1970			futurologues et prospectivistes	M. Crozier <i>La Société bloquée</i>

tableau 2 | Idéologie du changement

professeurs, d'administrateurs et d'industriels se rencontrent au Centre international de prospective animé par son fondateur et par le docteur Gros »<sup>1</sup>. Après la mort accidentelle de Gaston Berger en 1960, le Centre d'études prospectives (CEP) a poursuivi son œuvre et étendu son influence auprès des milieux dirigeants. Gaston Berger a occupé dans l'espace social des positions successives qui en ont fait pour ainsi dire l'agent idéal des rencontres improbables entre divers milieux dirigeants : il a été chef d'entreprise à Marseille avant d'enseigner la philosophie à la faculté des Lettres d'Aix-en-Provence, puis d'être nommé Directeur de l'enseignement supérieur et de fonder *Prospective*. De « grands patrons » (souvent les mêmes qu'au CRC) des secteurs industriel et commercial, bancaire, économique et financier sont intervenus dans le Centre d'études prospectives, mais la cible visée semble avoir été moins les chefs d'entreprise que les administrateurs et hauts fonctionnaires, les dirigeants politiques et leurs conseillers, notamment ceux dont la fonction était de spéculer sur le « futur ». Par exemple, le « Groupe 1985 » a fait sien ce mode d'analyse : constitué par le premier ministre en 1962, il fut chargé d'examiner, « sous l'angle des faits porteurs d'avenir », la situation de la France en 1985. Mais déjà, parmi les organisations dont la raison d'être était de prévoir sinon l'avenir du moins les scénarios possibles du futur, les commissions du Plan occupaient une position d'autant plus éminente qu'elles disposaient d'une légitimité conférée par le pouvoir politique. Comme le CRC et le CEP, les commissions eurent recours aux sciences économiques, mais aussi aux sciences humaines et sociales dans la mesure où ces dernières paraissaient pouvoir fournir des instruments capables de saisir « les réalités » et de résoudre « les problèmes contemporains » en élaborant des stratégies. Cette conception est d'ailleurs encore explicitement celle du Groupe Futuribles – un néologisme que Bertrand de Jouvenel, auteur prolixe et ami de Gaston Berger, aurait inventé. S'accordant pour entonner l'air du « changement social », manifestement inspiré de l'économie et de l'anthropologie américaine, ces comités d'experts de la prospective concevaient l'avenir, ou plutôt déjà le présent, comme un temps de « mutation », sous l'angle de l'inouï, de l'inédit, de l'inconnu.

On pourrait penser que ce thème du changement n'est jamais que la reprise d'une vieille idée.

Héraclite observait déjà : « Tu ne peux descendre deux fois dans le même fleuve ; car de nouvelles eaux coulent toujours sur toi ». Quant aux penseurs du dix-neuvième siècle, de Comte à Spencer ou Marx, et plus tard, au tournant du siècle, les sociologues Durkheim et Weber, tous ont tenté sinon d'énoncer les lois de la dynamique sociale du moins d'en chercher le ou les principes explicatifs. On pourrait en déduire que la contribution des sciences sociales au discours de l'éducation des adultes, à l'élaboration de son argumentaire et de ses topiques, est ici évidente. Il n'aurait suffi aux maîtres à penser des *sixties* que de puiser dans le vieux fonds des spéculations sur l'évolution, le progrès, le déclin des civilisations ou les transformations des sociétés. Pourtant, s'ils ne rechignaient pas, loin de là, à se rapporter aux grands auteurs, ils ont effectué leur « travail idéologique » à deux niveaux, celui de l'usage pratique des résultats de recherches empiriques et celui de la montée spéculative en généralité. Dans les deux cas les sciences humaines et sociales ont été mobilisées.

Comme l'a fait observer Lucie Tanguy : « la demande [adressée aux chercheurs en sciences sociales] aussi bien de l'administration étatique que des entreprises ou des syndicats se réduisait, le plus souvent, à une demande en méthodologie elle-même confondue avec des techniques »<sup>2</sup>. En témoignent d'ailleurs les propos de Robert Pagès qu'elle cite en cet endroit : « On nous demandait d'agir non pas en chercheurs mais en experts de recherches »<sup>3</sup>. C'est dans cet esprit que le ministère du Travail a créé l'Institut des sciences sociales du travail (ISSST) avec l'aide de fonds américains et le soutien de hauts fonctionnaires « fortement engagés dans l'action réformatrice »<sup>4</sup>. Or, cette conception correspondait à l'expansion du « modèle des relations entre recherche sociale et agents économiques et politiques qui s'était élaboré aux Etats-Unis pendant les années 1920 et 1930, et en particulier la redéfinition du rôle social de

<sup>2</sup> Tanguy Lucie, *op. cit.*, p. 274.

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> Tanguy Lucie, « Retour sur l'histoire de la sociologie du travail en France : place et rôle de l'Institut des sciences sociales du travail », *Revue française de sociologie*, vol. II, n°4, octobre-décembre 2003, pp. 723-761. Entre autres informations précises sur la naissance de cette institution, Lucie Tanguy rapporte que « la section "Recherche" de l'ISSST est ouverte, en 1954, au lendemain d'une mission consacrée à "L'enseignement des sciences sociales du travail aux Etats-Unis" (23 octobre-23 novembre 1953) » (p. 730).

<sup>1</sup> Darcet Jean *in* Berger Gaston, *Etapes de la Prospective*, Paris, PUF, 1967, p. 2.

l'intellectuel »<sup>1</sup>. Un article de Michel Crozier, publié par la revue *Daedalus* (Harvard) en 1963 illustre cet *aggiornamento*<sup>2</sup>. Il y reprenait le thème de « la fin des idéologies » et redéfinissait le rôle des intellectuels : fin de « l'engagement » de type sartrien et participation pragmatique à la recherche de solutions pratiques aux problèmes du temps présent. Pourtant, le même Michel Crozier, diplômé d'HEC en 1949, avait initialement critiqué l'*Human Engineering* et les « nouvelles techniques "humaines" du *Big Business* américain »<sup>3</sup>. Mais un premier séjour à Stanford (1959-1960) l'avait conduit, semble-t-il, à voir d'un autre œil le modèle américain. « Depuis la Libération, les chercheurs français sont convaincus dans leur ensemble que les sciences sociales ont une nouvelle patrie : les Etats-Unis [...] C'est ainsi que dans les années 1920, de jeunes sociologues et psychologues français partent pour les Etats-Unis grâce aux bourses accordées par les Fondations Ford et Rockefeller »<sup>4</sup>. Quoi qu'il en soit, après ce voyage, les « projections » économiques et l'analyse sociologique des « tendances » apparaissaient à Michel Crozier comme « l'appropriation de plus en plus poussée de l'action par l'intelligence scientifique ».

Entre les thèses crozériennes des années 1960 et la littérature dite de prospective qui a marqué le développement de l'éducation des adultes en France l'affinité est manifeste. Il est d'ailleurs notable que la sociologie étudiée dans les écoles du pouvoir, en particulier dans les grandes écoles d'ingénieur, au moins pendant ces années-là, était essentiellement, sinon exclusivement, cette sociologie à l'usage des milieux dirigeants<sup>5</sup>. Les

responsables économiques ou politiques mais aussi les formateurs dans les entreprises ou les organismes de formation trouvèrent, dans les analyses tant du « phénomène bureaucratique » (1964) que de « la société bloquée » (1970), des manières de voir le monde social, qu'ils pouvaient aisément s'approprier.

Si Michel Crozier, compte tenu de son parcours et de son œuvre, peut sans conteste figurer parmi les auteurs référents des promoteurs de l'éducation permanente, d'autres références sont plus inattendues. Dès la fin des années 1940, Jean Fourastié parlait en termes de crise et de changements consécutifs au progrès technique. Manifestement nombre d'images ou de formules ultérieurement présentées par Gaston Berger et par d'autres prospectivistes s'inspirent de celles déjà employées par Fourastié auparavant. Deux brefs extraits de l'ouvrage de Fourastié illustrent cette parenté.

« [L'homme] a oublié d'où il vient et il ne sait pas où il va. Il est donc bien naturel qu'il marche de travers, désorienté comme une abeille qui vient de pénétrer dans un train en marche. [...] Notre mentalité ne bénéficie pas, elle, d'un progrès technique ; l'homme ne pense pas plus vite qu'avant, il n'est pas plus intelligent, ni meilleur, ni plus honnête, il n'est pas plus sérieux, pas plus équilibré qu'il y a cent ans, et il vit dans un monde qui, lui, a été transformé par le progrès technique et dont le rythme a été démesurément accéléré »<sup>6</sup>.

Avec Georges Friedmann, autre référence étonnante, les formateurs d'adultes et particulièrement les « animateurs », chrétiens ou laïques, semblent avoir trouvé un langage qui leur convenait en dépit d'oppositions surdéterminées. Un langage, c'est-à-dire d'abord une manière d'énoncer les questions, donc de coder le réel, de le percevoir et d'y relever ce qui fait problème, en l'occurrence le défaut d'art de vivre dans ce nouveau milieu qu'est la « civilisation technicienne »<sup>7</sup>. Retenue pour penser des réalités qui ne semblent plus pouvoir être interprétées à la manière des « grands penseurs sociaux du dix-neuvième et du début du vingtième siècle », cette notion introduit « quelques thèmes

<sup>1</sup> Pollak Michael, « Paul Lazarsfeld, fondateur d'une multinationale scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°25, janvier 1979, pp. 45-60.

<sup>2</sup> Crozier Michel, « La révolution culturelle », *Daedalus*, Harvard, décembre 1963.

<sup>3</sup> Crozier Michel, « "Human Engineering" : les nouvelles techniques "humaines" du *Big Business* américain », *Les Temps modernes*, n°69, 1951, pp. 72-73.

<sup>4</sup> Drouard Alain, « Réflexions sur une chronologie : le développement des sciences sociales en France de 1945 à la fin des années soixante », *Revue française de Sociologie*, vol. XXIII, n°1, janvier-mars 1982, pp. 55-85. Cf. Chapoulie Jean-Michel, « La seconde fondation de la sociologie française, les Etats-Unis et la classe ouvrière », *Revue française de Sociologie*, vol. XXXII, n°3, juillet-septembre 1991, pp. 321-364. Cf. dans le même numéro l'article déjà cité de Johan Heilbron et celui de Tréanton Jean-René, « Les premières années du Centre d'Etudes Sociologiques (1946-1955) », *ibid.*, pp. 381-404

<sup>5</sup> Au cours de l'enquête menée auprès des grandes écoles, j'ai constaté qu'en matière de sociologie, la bibliothèque de

l'Ecole des Mines de Nancy ne proposait aux élèves que les seuls ouvrages de Crozier et de Touraine. Cf. Bourdieu Pierre, *La Noblesse d'Etat, Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit (coll. Le sens commun), 1989, p. 337.

<sup>6</sup> Jean Fourastié, *Le Grand espoir du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, 1949.

<sup>7</sup> Friedmann Georges, « La civilisation technicienne », *Arguments*, vol. VI, n°27-28, 1962, pp. 46-52.

significatifs », dont Friedmann dit qu'il les choisit pour « ouvrir la discussion » :

« Depuis la fin du dix-huitième siècle, l'accélération du progrès technique n'a cessé de s'accroître [...] La quantité des transformations suscite [...] une qualité nouvelle de civilisation [...] Les milieux techniques observables dans des sociétés diversement structurées présentent, malgré leurs différences, des traits analogues, à la fois dans le fonctionnement des institutions et dans le comportement des individus ».

Universaliste par essence, la « civilisation technicienne » produit des « *types* humains analogues dans des contextes économiques, sociaux, culturels très différents ». Autre formule forte :

« La transformation des sociétés humaines par le progrès technique, leur industrialisation universelle, la régulation consciente de leur fonctionnement [...] peuvent se retourner contre [l'homme] ».

Ou encore cette image : « Dans une société affluente où le nombre de ceux que saisit le cycle production-consommation est de plus en plus grand, le citoyen moyen, même assisté de l'automatisation au cours et hors de son travail, risque d'être un nouveau Sisyphe, condamné à rouler sans répit, dans sa course au bien-être à travers des besoins toujours plus étendus, un fardeau toujours retombant ».

Enfin cette orientation : « De quelque côté que l'on se tourne, le malaise dans la civilisation technicienne ne peut être dépassé, sans un dirigisme tempéré par la décentralisation et, à la base, par la progressive participation des citoyens »<sup>1</sup>.

Ces traits de la « civilisation technicienne », telle que Friedmann l'a dessinée dans cet article, ont maintes fois été repris dans les tableaux de société qu'ont reproduits bon nombre d'idéologues. Ceux-ci ont tour à tour chanté le progrès tout en se désolant du désenchantement du monde. Ils se sont enthousiasmés des potentialités que « la civilisation technicienne » offre à « l'homme moderne », tout en s'angoissant du « vide » qu'elle crée en lui et en s'interrogeant sur les fins de ce « processus d'expansion continue »<sup>2</sup>.

Les va-et-vient entre les textes ou propos des petits-mâîtres à penser et les travaux de chercheurs en sciences sociales semblent avoir été particulièrement fréquents sur cette thématique du changement. Michel Morin et Alain Trognon n'hésitaient pas à écrire : « Plus, sans doute, que beaucoup d'autres chercheurs dans les sciences de

l'homme, ceux qui traitent du changement social sont amenés à confronter leurs orientations et leurs résultats aux réactions des organismes publics ou privés qui les commanditent, aux points de vue des multiples acteurs sociaux concernés par le changement »<sup>3</sup>. Plus récemment, Lucie Tanguy a bien montré les relations que les cadres du personnel des grandes entreprises ont développées avec des sociologues du travail, en particulier dans « le groupe de sociologie industrielle créé autour de Friedmann qui rassemblait une fois par mois, les premiers chercheurs du CNRS préoccupés par les questions du travail et des responsables du personnel des grandes entreprises de la région parisienne »<sup>4</sup>. Elle évoque également le numéro spécial de la revue *Sociologie du travail* qui, en 1963, fut consacré à la formation et la promotion dans l'entreprise.

Autre témoin des effets de ce « réseau complexe d'influences réciproques », le congrès de la Société française de sociologie sur les « tendances et volontés de la société française » (1965) fit la part belle aux principaux responsables de l'économie et de l'administration : Grégoire, Conseiller d'Etat, Gruson, directeur de l'INSEE, Massé, directeur du Plan, etc. La lecture des communications convainc du privilège que la Société française de sociologie accordait alors à la problématique du changement. Cet intérêt aura d'ailleurs ultérieurement des développements dans la recherche en sciences sociales, en particulier sous la forme de l'action thématique programmée lancée en 1977 avec pour objet l'« observation continue du changement social et culturel ».

## idéologie du développement

Développer et développement ne sont pas des mots nouveaux. Le *Dictionnaire historique de la langue française* date le premier de la fin du douzième siècle, le second de la fin du quatorzième siècle. Initialement, est ainsi désigné l'« action de dérouler, de déplier ce qui est enveloppé sur soi-même ». Cependant, depuis le dix-huitième siècle, une autre signification s'est imposée : « action d'évoluer, de s'épanouir ». Durkheim rappelait que pour Kant,

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 46 ss.

<sup>2</sup> Toutes ces expressions sont encore de Georges Friedmann, *ibid.*, p. 52. Cf. Fritsch Philippe, *op. cit.*, 1979, pp. 170-172.

<sup>3</sup> Morin Michel et Trognon Alain avec la collaboration de Collot Andrée, *Perspectives récentes pour l'analyse des changements dans la société française contemporaine*, doc. multigr., Nancy, INFA, 1968.

<sup>4</sup> Tanguy Lucie, *op. cit.*, 2005, p. 276.

« le but de l'éducation est de développer dans chaque individu toute la perfection dont il est susceptible »<sup>1</sup>. Dans la seconde moitié du vingtième siècle, le terme de « développement » est devenu d'usage fréquent dans les instances internationales, en premier lieu à l'ONU, où s'énonce comme allant de soi la distinction entre « pays développés » et « pays sous-développés » ou bien, selon un euphémisme qui en dit long sur la perspective unique qu'il ouvre, « pays en voie de développement » et, plus simplement encore, « pays en développement ». Ces expressions sont devenues courantes dans la langue politique et les médias. Mais, pour ainsi dire, ce mot ne s'en est pas tenu là. Il s'est décliné en diverses modalités du « développement » : économique, social, culturel, artistique, urbain, personnel, etc. A partir du quatrième (1962-1965), les plans, jusqu'alors dits « de modernisation et d'équipement » portent le nom de « Plan de développement économique et social ». La traduction française de l'ouvrage de Carl Rogers a été publiée en 1968 sous le titre *Le Développement de la personne*. Les derniers en date des qualificatifs qui lui ont été accordés sont sans doute ceux de « durable » ou de « soutenable ». Ainsi qualifié le développement est censé rendre compatible la « croissance économique » et le « respect de l'environnement », tant la production et la consommation actuelle que la « préservation de la biosphère pour les générations futures ».

Ce récent avatar présente l'intérêt de réduire l'opposition entre deux conceptions du développement. L'une en fait une alternative à la seule croissance (économique) que l'autre considère comme le fondement nécessaire à toute autre forme de développement. Comme dans les mythes, cette réduction d'une opposition de contraires procède par médiations successives de couples de termes dont les premiers sont, en quelque sorte, très éloignés l'un de l'autre et dont les derniers aboutissent à une dualité moins distante qui rend possible, par exemple, le mariage de l'eau et du feu ou la rencontre de prime abord contradictoire entre le sacré et le profane, les esprits et les humains, les oiseaux d'en haut et les oiseaux d'en bas<sup>2</sup>.

Rappelant que « toute société crée un ensemble coordonné de représentations, un *imaginaire* à travers lequel elle se reproduit », Pierre Ansart a bien mis en évidence ce que les recherches anthro-

pologiques sur les mythes peuvent apporter à la réflexion sur les idéologies politiques<sup>3</sup>. De fait, avec l'analyse de ce troisième état du champ idéologique, celui de l'idéologie du développement, c'est un type original de relations entre l'import-export de l'éducation permanente et les sciences humaines et sociales qui s'offre à l'analyse. D'une part, plus que d'autres disciplines, l'anthropologie semble avoir fourni les éléments empiriques et théoriques des combinaisons imaginaires où s'est enracinée cette idéologie du développement, tout en étant l'instrument de connaissance le plus approprié pour en comprendre le processus de production. D'autre part, les effets de retour de cette idéologie sur les sciences humaines et sociales sont peut-être plus sensibles que ne l'étaient déjà ceux de l'idéologie du changement et de l'idéologie des relations humaines. Dans la partie la plus visible du spectre se situent les produits disciplinaires institutionnalisés que sont l'« économie du développement », le « droit du développement », la « sociologie du développement », mais aussi, à un niveau plus empirique, des études et recherches sur le « développement social des quartiers » ou sur l'émergence de nouveaux emplois comme, par exemple, ceux des « agents de développement ».

Au premier rang des instances d'élaboration et de diffusion de cette idéologie se situent l'UNESCO mais aussi l'OCDE et la Banque mondiale. Celle-ci (sur proposition de son président G. Woods, reprise par R. S. Mac Namara) a notamment commandité les travaux d'évaluation des résultats de l'aide internationale au Tiers-Monde, qui ont fait l'objet du rapport Pearson (1970). Dans le même ordre d'idées, au terme de la « décennie des Nations unies pour le développement » (1960-1970) le directeur général adjoint de l'UNESCO publiait « le dur bilan des années 1960 », dans lequel il estimait que « dans bien des pays, le peu de progrès qui a pu être réalisé l'a été aux dépens de la justice ». Il précisait : « En réalité, dans les pays qui ont eu les taux de croissance les plus élevés, les profits ont été inégalement répartis dans la population »<sup>4</sup>. C'est dire que ce courant idéologique s'avère particulièrement intéressant par sa dimension spéculative sans doute mais surtout par les contradictions qu'il exprime, ses agents les

<sup>1</sup> Durkheim Emile, *Education et sociologie*, Paris, PUF, 1980.

<sup>2</sup> Lévi-Strauss Claude, *Le Totémisme aujourd'hui*, Paris, PUF, 1962.

<sup>3</sup> Ansart Pierre, *Idéologies, conflits et pouvoir*, Paris, PUF, 1977.

<sup>4</sup> Adishiah Malcolm S., « Le dur bilan des années 60 », *Courrier de l'UNESCO*, octobre 1970, pp. 1-4.

	Objet de discours	Surfaces d'émergence	Schémes	SHS
1941	Développement économique, social, culturel	Economie et Humanisme	traditionnel / moderne	Lebret [Le Play]
1945		UNESCO Banque Mondiale	particularisme / universalisme	
1947		CRES		
1956			conformisme / originalité	Balandier, <i>Les Pays en voie de développement, analyse sociologique et politique</i>
1957		IRAM	syncrétisme / spécialisation fonctionnelle	
1960		FORS		W.W. Rostow, <i>The Stages of Economic Growth</i> B.F. Hoselitz, <i>Sociological Aspects of Economic Growth</i>
1961		OCDE	croissance / développement	
1962		ICP		E.E. Hagen, <i>On the Theory of Social Change</i> , G. Belloncle, <i>Le Développement des collectivités rurales</i>
1963				C. Geertz, <i>Old Societies and New States</i>
1967		Encyclique <i>Populorum progressio</i>		
1968		Rapport Pearson ONU		C. Rogers <i>Le Développement de la personne</i> (trad. fr.)

tableau 3 | Idéologie du développement



plus clairvoyants ne pouvant que constater l'échec des tentatives d'imposition d'un modèle de développement (économique, politique, social et culturel). Des conclusions semblables pourraient être tirées un demi-siècle plus tard.

Des organismes catholiques comme le Centre de recherches économiques et sociales (CRES), fondé dès 1947, ou comme la Fondation pour la recherche sociale (FORS) et l'Institut culture et promotion (ICP), qui datent la première de 1960 et le second de 1962, présentent l'intérêt d'avoir importé les sciences sociales dans l'« action catholique », d'avoir associé recherches et formation des adultes, dans une perspective de développement<sup>1</sup>. Précédemment, Economie et Humanisme, association créée en 1941-1942 par le « père Lebret », s'était déjà donné pour mission de lier l'action catholique et la science sociale conçue dans le droit fil de Frédéric Le Play<sup>2</sup>. Parmi les organismes inspirés par cette association, l'Institut de recherche et d'application des méthodes de développement (IRAM) intervient au titre de la coopération internationale dans plus de 40 pays en Afrique, Amérique Latine, Caraïbes depuis 1957 et, plus récemment, en Asie du Sud-Est et en Europe, avec pour objectif « la mise au travail des populations des secteurs économiques défavorisés »<sup>3</sup>. De même l'Institut de recherche, de formation et de développement (IRFED) « a été fondé en 1958 par Louis Joseph Lebret, dominicain et économiste, dans la période où s'engageait, dans la plupart des pays du Sud, le processus de décolonisation [et revendique pour origine] la recherche-action au service d'un développement « plus humain » dans le Sud »<sup>4</sup>.

Les travaux de recherche de ces organisations, destinés avant tout à la formation conçue sous le mode de « l'animation » de sessions de formation ou d'interventions auprès de populations du Tiers-Monde ou, en France, au sein de milieux professionnels en difficulté, comme les marins pêcheurs, ont été le vecteur pratique de l'idéologie

du développement<sup>5</sup>. La *Weltanschauung* chrétienne, version personnaliste, en a été le cadre doctrinal ou doxique. La référence religieuse par excellence est alors l'encyclique *Populorum progressio* du pape Paul VI, dont la publication date de 1967. Affirmant la primauté de la personne qui doit être à la fois sujet, agent et fin du processus de développement, ce texte rencontre des préoccupations exprimées par des personnalités de l'UNESCO qui, comme Malcolm S. Adiseshiah, mettent en cause « le fait que la population ne participe pas à l'élaboration de la politique et à la planification du développement »<sup>6</sup>.

Les références théoriques furent à la fois économiques et sociologiques, mais surtout anthropologiques : d'un côté les analyses des étapes de la croissance économique ou celles du rapport entre changement social et croissance, de l'autre l'observation des effets de la confrontation des populations autochtones au modèle des colonisateurs ou plus largement des phénomènes d'acculturation ou la connaissance des cultures « indigènes » comme condition de réussite des plans de développement<sup>7</sup>. Cependant, ces références ont été utilisées de telle sorte que le développement semblait impliquer la prévalence du moderne sur le traditionnel, de l'universalisme sur les particularismes, de la spécialisation fonctionnelle sur le syncrétisme, etc. Là encore, comme pour la thématique du changement, cette chaîne de couples d'opposition a fonctionné comme un opérateur idéologique et a permis d'engendrer de multiples variations sur le thème du développement mais aussi de justifier les pratiques mises en œuvre par les « agents de développement ».

Daté de 1962, un texte de Guy Belloncle est particulièrement exemplaire. Opposant les « mentalités techniciennes » aux « mentalités traditionnelles », il considère « l'animation » comme un instrument de conversion de celles-ci à celles-là, comme une méthode de transformation des

<sup>1</sup> Sur l'ICP cf. Montlibert Christian de (avec la collab. de Mouton Raymond), *Développement culturel et éducation des adultes, aspects monographiques d'un organisme de formation*, doc. multigr., Nancy, INFA, 1971.

<sup>2</sup> Sur *Economie et Humanisme*, cf. Fritsch Philippe, « Familles en cartes », in Joseph Isaac, Fritsch Philippe, Battegay Alain, « Disciplines à domicile. L'édification de la famille », *Recherches*, n°28, novembre 1977, pp. 283-295.

<sup>3</sup> Brochure de présentation citée par Belloncle Guy, *Le développement des collectivités rurales par la formation d'animateurs*, Centre de recherches coopératives, EPHE (VI<sup>e</sup> section), Bureau d'études coopératives et communautaires, Paris, 1962.

<sup>4</sup> Site internet de l'IRFED.

<sup>5</sup> Théry Henri, « Le travail social d'animation », *Esprit*, n° spécial, « Pourquoi le travail social ? », avril-mai 1972, pp. 752-771.

<sup>6</sup> Adiseshiah Malcolm S., *op. cit.*, 1970.

<sup>7</sup> Rostow Walt Whitman, *The Stages of Economic Growth*, Cambridge, Cambridge University Press, 1960. Hoselitz B.F., *Sociological Aspects of Economic Growth*, Free Press, Glencoe, 1960. Hagen Everett E., *On the theory of social change. How Economic Growth begins*, Homewood, Dorsey Press, 1962. Balandier Georges, *Les pays en voie de développement. Analyse sociologique et politique*, Paris, PUF, 1956. Geertz Clifford, *Old societies and new States : the quest for modernity in Asia and Africa*, New York, Free Press of Glencoe, 1963.

« mentalités », systématique mais en douceur. La mise en œuvre de cette stratégie du « changement social » en vue du « développement » passe par le repérage des « futurs animateurs » issus des sociétés et milieux à transformer, ce qui implique la « connaissance sociologique » (ou anthropologique) des populations visées. Selon cette problématique, l'efficacité de ces animateurs en tant qu'agents de changement et de développement nécessite qu'ils occupent des positions sociales stratégiques et jouent le rôle de *leaders* d'opinion. En outre, l'adoption de nouvelles conduites exige l'intégration des innovations dans « l'univers psychologique » des groupes humains concernés et il importe de connaître les « attitudes psychologiques traditionnelles » pour mieux en jouer ou mieux les « déjouer »<sup>1</sup>. L'anthropologie des années 1960 s'instrumentalise dans les sessions de formation des « agents de développement », par exemple dans celles qui sont organisées à l'initiative du ministère de la Coopération, comme ce fut le cas au tournant du dix-neuvième et du vingtième siècle, quand la « sociologie coloniale » était au service des stratégies d'assimilation des populations colonisées<sup>2</sup>.

L'idéologie du développement n'est pas que spéculative, elle s'incarne dans des formes d'ordre technique et empirique qui résultent de l'observation (des conduites et des pratiques, des échanges et des relations) et de l'expérimentation *in vivo* des pratiques de repérage (des structures et des *leaders*) ou de quadrillage des populations, fut-ce un « quadrillage coopératif lié à un mouvement communal moderne »<sup>3</sup>. Élément essentiel de la « cellule de base de développement », l'animateur indigène a pour fonction de disposer la population, dont il est lui-même issu, « aux tâches nouvelles » que des bureaux d'études ont préalablement définies dans le cadre d'un plan de développement. Il est agent d'éveil et de changement mais aussi d'entraînement pour l'exécution de plans prévus par d'autres. Pour les porte-parole de cette « idéologie du développement » – Guy Belloncle emploie lui-même cette expression en lui accordant une valeur positive –, plutôt qu'une mise au travail contraignante, il s'agit

d'obtenir la mobilisation populaire pour la réalisation de projets locaux dans le cadre de plans nationaux de croissance économique.

La fonction de l'« idéologie du développement » n'est pas que de motivation, au sens où Belloncle la conçoit, elle est aussi de violence symbolique et elle produit un effet d'occultation d'autres possibles. D'un côté (OCDE, BMC, etc.), il s'agit d'imposer comme allant de soi la réduction du développement à la croissance économique et au progrès technique, de financer des programmes et d'en évaluer les effets. Cette imposition paraît d'autant plus légitime que la signification imposée est présupposée conforme à la raison et, donc, universelle. Pour des « pays sous-développés », le développement économique ne peut être qu'une priorité ou plutôt une urgence. Assez communément partagée, cette pseudo évidence n'en est pas moins relative à un système de perception qui ne veut et ne peut voir les conduites humaines qu'en référence aux conduites attendues de l'*homo oeconomicus*. Est ainsi masqué ce que cette représentation peut avoir d'intéressé, économiquement et symboliquement. Rien n'est dit de ce qui produit le sous-développement ou, pour reprendre le titre d'un ouvrage de Samir Amin, *le développement inégal*<sup>4</sup>. En outre, « l'idéologie du développement » est apparue à point nommé quand l'intérêt économique des « nations développées » a impliqué que l'on passe du « pillage du Tiers-Monde » (Pierre Jalée) à des stratégies de mise en valeur et d'élargissement des marchés, qui ne sont d'ailleurs pas sans rapport avec les conditions politiques nouvelles, nées de « l'accès à l'indépendance » des anciennes colonies. Quand, selon la version personnaliste du développement, la réduction du développement à la croissance économique est rejetée, les projets semblent se perdre dans l'évocation d'une troisième voie qui ne soit ni libérale ni marxiste.

Par ailleurs, quand, dans les meilleurs des cas, l'altérité culturelle des « pays sous-développés » et de leurs populations se voit reconnue, cette reconnaissance vaut profit avant tout pour qui la joue et se pose en juge de ce qui, dans le patrimoine culturel de ces sociétés, peut encore être sauvé surtout parce que cela constitue une pierre d'attente du « progrès ». Tout au long de ce qui pourrait porter le nom d'inventaire avant décès, se trouve occultée la relativité du point de vue pris sur ces « sociétés traditionnelles » – comme si ces dernières

<sup>1</sup> Belloncle Guy, *op. cit.*, 1962. Pour une analyse plus approfondie de ce texte et d'autres de la même veine, cf. Fritsch Philippe, *op. cit.*, 1979, p. 157 et *ss.*

<sup>2</sup> Lucas Philippe, Vatin Jean-Claude, *L'Algérie des anthropologues*, Paris, Maspéro, 1975. Dans cet ouvrage les auteurs ont, entre autres, analysé les interventions au Congrès international de sociologie coloniale (1900).

<sup>3</sup> Cette étrange formule serait de Mamadou Dia cité par Belloncle Guy, *op. cit.*, p. 42.

<sup>4</sup> Amin Samir, *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Minuit, 1973.

n'étaient jamais que les éléments, plus ou moins attardés, d'une lignée évolutive dont le type le plus accompli serait réalisé dans les « nations développées ». Sont également occultés les rapports de force qui sont à l'origine de la position occupée par les « pays sous-développés », économiquement dépendants, politiquement dominés et symboliquement tenus pour inférieurs.

Enfin, il importe d'observer combien l'idéologie du développement procède d'un point de vue qui est celui des « élites internationalisées » parmi lesquelles se recrutent les fonctionnaires et administrateurs internationaux mais aussi les experts, ceux qui ont un rôle consultatif et ceux qui interviennent en matière d'assistance technique. Ces distinctions statutaires sont d'ailleurs relativement labiles et « le passage d'un statut à l'autre paraît non seulement possible mais effectif au point que se dessinent des carrières internationales de spécialistes et que s'esquisse le modèle circulaire de ce qui pourrait être appelé l'expert système, par analogie au *star system* »<sup>1</sup>. Dans ces conditions, l'idéologie du développement a pour ainsi dire valeur d'idéologie professionnelle, au sens où elle vient légitimer des possibilités de carrière qui ne sont d'ailleurs pas sans analogie avec les passages d'énarques ou de polytechniciens de postes de responsabilité dans la fonction publique à des positions de direction dans les grandes entreprises<sup>2</sup>.

Pour les besoins d'une analyse procédant par construction idéaltypique, les traits distinctifs des configurations idéologiques ont été accentués et l'échelonnement de leur émergence a été souligné. De toute évidence, la réalité historique fut plus fluide et davantage mêlée : les thèmes et pratiques relevant de chacun des trois moments du processus n'ont pas manqué d'interférer.

Au prix d'une certaine simplification, cette analyse met en évidence le caractère idéologique de trois ensembles de discours et de pratiques, dont l'émergence est liée simultanément à l'histoire de l'éducation permanente et à celle des sciences humaines et sociales dans le quart de siècle qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Ces trois « unités » discursives et pratiques ont contribué à l'élabo-

ration du système de représentation propre aux fractions montantes de la classe dominante, par lequel elles ont construit leur environnement social et se sont perçues comme disposées à prendre le *leadership* dans leurs champs d'activité et capables de l'assumer. Cependant, ce « jeu de représentations a pour fonction de fixer des réponses et non de susciter des questions, [...] il vise [...] à construire une image instrumentale de la réalité sociale et, précisément, à voiler des possibles »<sup>3</sup>. Ce double effet d'imposition et d'occultation de significations procède, on l'a vu dans les trois cas, de la mise en œuvre de schèmes sérialisés de perception et de représentation, qui passe par la valorisation du « nouveau », donc aussi de « l'innovation », et par la disqualification de l'« ancien ». Comme toute avant-garde, ces fractions montantes de la classe dominante se doivent d'assurer leur progression en substituant un nouvel ordre à l'ordre établi et, pour obtenir ce résultat, en usant de « stratégies de reconversion » dont on sait qu'elles tendent à « *changer pour conserver* »<sup>4</sup>.

Ces trois « moments », où à chaque fois une « bonne forme » s'est imposée pour un temps, ont été à l'origine de dispositifs pratiques de formation permanente, le plus souvent ultérieurement institutionnalisés. Simultanément ils ont fourni les lignes directrices fondamentales d'un opérateur idéologique dont les productions langagières s'énoncent encore dans la *novlangue* que parlent non seulement « les partisans de la révolution néolibérale » mais aussi nombre de « producteurs culturels (chercheurs, écrivains, artistes) et des militants de gauche qui, pour la grande majorité d'entre eux, se pensent toujours comme progressistes »<sup>5</sup>. S'armant volontiers des rigueurs de la critique qui dénonce les archaïsmes, les corporatismes et particularismes, les rigidités, les blocages, bref toutes sortes de « peur de l'innovation » et de « résistance au changement » ou encore de frein au développement, les promoteurs de la formation permanente ont doublement contribué à cette propagation de la foi dans la vertu et la nécessité du monde néolibéral à venir. D'un côté, forme spéculative de l'idéologie, leur argumentation pour justifier et valoriser leur rôle a largement emprunté les thèmes et problématiques des

<sup>1</sup> Fritsch Philippe, « Situation d'expertise et "expert système" », *Situations d'expertise et socialisation des savoirs*, CRESAL, Saint-Etienne, 1985, p. 33.

<sup>2</sup> Dezalay Yves, Garth Bryant, « Connivence des élites internationalisées », *Le Monde diplomatique*, juin 2005, pp. 30-31.

<sup>3</sup> Ansart Pierre, *op. cit.*, 1972, p. 213.

<sup>4</sup> Bourdieu Pierre, « Classement, déclassé, reclassement », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°24, novembre 1978, pp. 2-22.

<sup>5</sup> Bourdieu Pierre, « La nouvelle vulgate planétaire », *op. cit.*, 2002, pp. 443-450.

fractions montantes de la classe dominante dans leur opposition aux anciennes fractions dirigeantes et à leur mode de domination<sup>1</sup>. Qui plus est, se répétant sous une forme vulgarisée, ce discours ampliatif a pris le ton (et s'est donné la fonction) de la prophétie auto-réalisante qui, en prétendant « révéler » l'avenir, contribue à le faire advenir. D'un autre côté, forme pratique de l'idéologie, l'éducation des adultes comme dispositif institutionnel de formation a eu pour effet ou en tout cas pour objectif d'ajuster l'*habitus* des agents sociaux aux conditions du monde social, et d'abord économique, que la classe dominante entend construire dans son propre intérêt ou, plus précisément, tel que les fractions montantes des classes dirigeantes le font ou, plutôt, le défont. Dans ce monde, la mobilité, l'instabilité, voire la précarité, la « flexibilité », sont autant de traits positifs aux deux sens du terme, c'est-à-dire des caractéristiques constatables et des qualités valorisées de telle sorte qu'il apparaisse normal et souhaitable de changer de métier non pas tant, comme on pourrait le penser, pour accroître son potentiel professionnel mais parce que « le marché » l'exige, quitte à perdre sa qualification pour garder de l'« employabilité » sur un marché du travail qui fluctue au gré non tant des transformations techniques et organisationnelles que de la cotation en Bourse.

Sur ces deux registres les sciences humaines et sociales – du moins certaines d'entre elles, certaines de leurs problématiques, méthodes et techniques ou, plus précisément encore, certains de leurs produits dérivés dont les usages sociaux sont éloignés des enjeux proprement scientifiques –, ont apporté une contribution essentielle à l'inculcation des schèmes de perception et de représentation du monde ou principes organisateurs de la pensée et de l'action, donc à la construction sociale d'un rapport au monde qui correspond et convienne aux nouvelles formes de domination. Parmi les conditions sociales de cette contribution à l'import-export de l'éducation permanente et, par là, à l'emprise d'une idéologie qui se recycle dans l'offensive néolibérale, l'analyse de trois des états fondamentaux du champ idéologique conduit à prendre en compte avant tout celles qui tendent à situer les disciplines, leurs agents et leurs productions à proximité du pôle hétéronome du champ scientifique. Ce pôle est celui de la science appliquée dont les commanditaires avaient des objectifs éloignés des intérêts spécifiques de la recherche

scientifique. Il est aussi celui d'agents vacataires ou contractuels, plus ou moins formés à la recherche scientifique mais que leur nombre, supérieur de beaucoup à celui des rares postes de chercheurs offerts par les secteurs public et privé, contraignait à créer leur propre « marché » en intégrant des « cabinets privés assujettis à la logique commerciale de la rentabilité »<sup>2</sup>. C'est, en même temps, celui de productions à finalité normative plutôt que cognitive, présentées, pour ne pas dire emballées, de telle sorte que « les normes de comportement prescrites n'apparaîtront pas comme les produits d'impératifs sociaux ou politiques, mais comme la conséquence logique de lois universelles établies par la science »<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Montlibert Christian de, *op. cit.*, 1991, p. 173.

<sup>2</sup> Villette Michel, « Psychologie d'entreprise et rééducation morale », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°4, août 1976, pp. 47-65. Sur la création du marché de la psychologie sociale, cf. Montlibert Christian de, *op. cit.*, 1991, p. 39.

<sup>3</sup> Villette Michel, *op. cit.*, 1976, pp. 59-60.